

# 2015

*Rapport d'activité*

---

*Jahresbericht*

**FCV - VWG**

Fédération des Communes Valaisannes  
Verband Walliser Gemeinden



## **Sommaire**

### **Inhaltsverzeichnis**

Mot du Président de la FCV	2
Wort des Präsidenten des VWG	3
Rapport d'activité du comité	4
Tätigkeitsbericht des Vorstandes	9
Comptes d'exploitation / Budget	14
Erfolgsrechnung / Budget	15
Bilan / Bilanz	16
Rapport des vérificateurs / Revisorenbericht	17
Comité / Vorstand	18

Mesdames, Messieurs les présidentes et présidents de commune,  
Mesdames, Messieurs les conseillères et conseillers communaux,  
Mesdames, Messieurs,

2015 – une année extraordinaire pour le Valais ! Durant toute l'année, le Valais a fêté son entrée dans la Confédération, il y a 200 ans. Le canton s'est présenté, en cette année anniversaire, uni, moderne et ouvert sur le monde. Lors des festivités officielles, le 7 août 2015 à Sion, les 134 communes valaisannes avec leurs délégations de drapeaux ont apporté une touche colorée – une idée dont la Fédération des communes valaisannes peut se targuer d'avoir convaincu les responsables du projet.

Mais 2015 n'était pas seulement une année anniversaire. Les défis économiques, politiques et sociétaux pour les pouvoirs publics ont été importants. Les communes doivent répondre à de nombreuses exigences et s'adapter aux changements incessants. La Fédération des communes valaisannes a donc dû traiter de nombreux sujets et dossiers, touchant directement ou indirectement nos communes. Nous pouvons retenir qu'une fois de plus la FCV est un interlocuteur privilégié pour le Conseil d'Etat et les autorités cantonales. L'association est consultée sur tous les domaines et toutes les questions concernant les communes, et prise en compte dans des groupes de travail importants. De cette manière, nous pouvons défendre efficacement les intérêts des autorités locales à tous les stades du processus législatif. Nous avons également des contacts réguliers avec les chefs de départements et les chefs de service de l'administration cantonale. Les attentes des communes sont proposées, discutées et surtout entendues et nos arguments sont pris en compte dans le processus décisionnel.

Durant l'année sous revue, le comité s'est réuni pour dix séances ordinaires. Il a élaboré des prises de position sur 13 consultations cantonales et a participé à de nombreux groupes de travail et commissions. La FCV a même eu le privilège de présider la commission extra-parlementaire pour la révision de la législation sur les constructions.

Nous avons besoin d'une bonne collaboration avec le président du gouvernement valaisan et ses collègues du Conseil d'Etat. Car nous sommes convaincus que ce n'est qu'ensemble que le canton et les communes peuvent trouver les meilleures solutions et les mettre en œuvre. Nous remercions, par conséquent, les membres de notre gouvernement de leur collaboration très précieuse, constructive et bienveillante durant l'année écoulée. Nous apprécions plus particulièrement les contacts directs et réguliers. Nos remerciements vont également aux chefs des services cantonaux et à leurs collaboratrices et collaborateurs pour leur précieux soutien. Un grand merci à Monsieur Maurice Chevrier, chef du Service des affaires intérieures et communales, ainsi qu'à Monsieur Olivier Beney, secrétaire général du Département des finances et des institutions, qui font toujours preuve d'une grande disponibilité pour répondre de manière compétente à nos demandes d'informations.

Les membres du comité défendent les intérêts de toutes les communes valaisannes. Qu'ils soient remerciés pour leur excellente et agréable collaboration. Les collaboratrices et collaborateurs des communes œuvrent en faveur des intérêts de leur commune et se tiennent à disposition de la population. Nous aimerions également vous remercier, chères Présidentes, chers Présidents de communes, pour votre engagement en faveur de votre commune et votre soutien à notre Fédération. Vous exercez des responsabilités, vous vous engagez publiquement pour votre commune et vous la représentez dans le domaine public. Nous vous souhaitons, pour l'avenir, beaucoup de plaisir et de succès dans la réalisation de vos tâches exigeantes.

*Pour le comité de la FCV  
Stéphane Pont, président*

Sehr geehrte Damen und Herren Gemeindepräsidenten  
Sehr geehrte Damen und Herren Gemeinderäte  
Sehr geehrte Damen und Herren

2015 – ein aussergewöhnliches Jahr für das Wallis! Während des ganzen Jahres feierte das Wallis seinen Eintritt in die Eidgenossenschaft vor 200 Jahren. Der Kanton präsentierte sich im Jubiläumsjahr von seiner vereinten, modernen und weltoffenen Seite. An den offiziellen Feierlichkeiten am 7. August 2015 in Sitten setzen die 134 Walliser Gemeinden mit ihren Fahndelelegationen einen Farbtupfer – eine Idee, von welcher der Verband Walliser Gemeinden die Projektverantwortlichen überzeugen konnte: farbenfroh, eindrücklich und symbolträchtig!

2015 war aber nicht nur ein Jubeljahr. Die wirtschaftlichen, politischen und gesellschaftlichen Herausforderungen für die öffentliche Hand sind gross. Die Gemeinden sind gefordert, zahlreichen Ansprüchen zu genügen und sich den ständigen Veränderungen anzupassen. Der Verband Walliser Gemeinden hat sich denn auch im vergangenen Verbandsjahr mit einer Vielzahl von Themen und Dossiers beschäftigt, die sich direkt oder indirekt auf unsere Gemeinden auswirken. Wir können einmal mehr festhalten, dass der VWG ein privilegierter Ansprechpartner des Staatsrats und der kantonalen Behörden ist. Der Verband wird für sämtliche die Gemeinden betreffenden Bereiche und Fragen konsultiert und in wichtige Arbeitsgruppen miteinbezogen. Auf diese Weise können wir die Interessen der lokalen Behörden in allen Stadien des Gesetzgebungsverfahrens wirkungsvoll vertreten. Auch haben wir regelmässig direkten Kontakt mit den Departementsvorstehern und den Dienstchefs der kantonalen Verwaltung. Die Anliegen der Gemeinden werden direkt eingebracht, diskutiert und vor allem gehört und im Entscheidungsprozess berücksichtigt.

Der Vorstand traf sich im Berichtsjahr zu 10 ordentlichen Sitzungen. Es wurden Stellungnahmen zu 13 kantonalen Vernehmlassungen erarbeitet und in zahlreichen Arbeitsgruppen und Kommission wurde aktive Mitarbeit geleistet. Der VWG hatte zudem das Privileg, der ausserparlamentarischen Kommission zur Revision der Baugesetzgebung vorzustehen.

Wir sind auf eine gute Zusammenarbeit mit dem Präsidenten der Walliser Regierung und seinen Staatsratskollegen angewiesen. Denn wir sind überzeugt, dass Kanton und Gemeinden nur gemeinsam die besten Lösungen finden und umsetzen können. Wir danken deshalb unseren Regierungsmitgliedern für die sehr wertvolle, konstruktive und wohlwollende Zusammenarbeit während des vergangenen Verbandsjahres. Wir schätzen die direkten und regelmässigen Kontakte sehr. Ein Dank gilt auch den Chefs der kantonalen Dienststellen und ihren Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern für die wertvolle Unterstützung. Ein besonderer Dank gilt Herrn Maurice Chevrier, Chef der Dienststelle für innere und kommunale Angelegenheiten und Herrn Olivier Beney, Generalsekretär des Departements für Finanzen und Institutionen, die uns jederzeit für kompetente Auskünfte und Informationen zur Verfügung stehen.

Die Mitglieder des Vorstandes setzen sich für die Interessen aller Walliser Gemeinden ein. Ihnen danken wir herzlich für die ausgezeichnete und angenehme Zusammenarbeit. Tagtäglich engagieren sich die Mitarbeitenden in den Gemeinden für kommunale Anliegen und stehen der Bevölkerung mit Rat und Tat zur Seite. Ihnen möchten wir unseren ganz speziellen Dank aussprechen. Danken möchten wir auch Ihnen, geschätzte Gemeindepräsidentinnen und Gemeindepräsidenten, für den Einsatz in Ihren Gemeinden und die Unterstützung der Verbandsarbeit. Sie übernehmen und tragen Verantwortung, Sie setzen sich öffentlich ein für Ihre Gemeinden und repräsentieren diese in der Öffentlichkeit. Für diese anspruchsvolle Aufgabe wünschen wir Ihnen weiterhin viel Erfolg und Freude.

*Für den Vorstand des VWG  
Stéphane Pont, Präsident*

# Rapport d'activité 2015

Une fois n'est pas coutume, de nombreux dossiers et problématiques particulièrement importants pour les communes valaisannes ont mobilisé durant l'année écoulée la Fédération des Communes Valaisannes qui a consacré beaucoup d'efforts à leurs traitements, afin de défendre efficacement les intérêts de ses membres. Nous avons le plaisir de vous présenter le rapport annuel de notre fédération durant l'année écoulée. Nous nous limitons toutefois à la description des principales activités.

## Comité / Travail de commissions / Représentation

Le comité s'est réuni lors de dix séances ordinaires en 2015. De nombreux thèmes ont été traités, des prises de position ont été émises et 13 réponses à des consultations ont été approuvées. Dans le cadre de ces séances, mais aussi en dehors de celles-ci, des rencontres régulières avec les chefs de département cantonaux et les chefs de services ont eu lieu. Ces rencontres ont permis de traiter et de discuter directement des questions ouvertes et des sujets importants.

Afin d'assurer une activité efficace de la fédération, il est essentiel que les intérêts et les attentes des membres soient intégrés le plus tôt possible dans le processus de prise de décision. Il est par conséquent très important que les communes soient représentées de manière adéquate dans les commissions extraparlimentaires et les groupes de travail.

L'année dernière, des représentants des communes ont participé aux groupes de travail et commissions suivants :

- Groupe de travail cantonal chargé de l'information et du soutien des communes concernant l'Initiative Weber
- Comité de pilotage mandaté d'accompagner la nouvelle politique en matière du développement territorial
- Commission extraparlimentaire pour l'élaboration d'une loi sur les remontées mécaniques
- Groupe de travail « Police cantonale – Polices municipales »
- Groupe de travail « Renaturation des cours d'eau »
- Groupe d'accompagnement du Projet Registre foncier 2020
- Groupe de travail pour la facturation de la curatelle éducative et de l'assistance éducative
- Groupe de travail « Structures d'accueil extrafamiliales pour les enfants »
- Groupe de travail chargé de l'élaboration de bases juridiques pour la vidéosurveillance
- Groupe de travail « Mise en œuvre de l'art. 27 Ordonnance concernant la loi sur l'enseignement primaire OLEP », Modalité de mise en œuvre et participation de la commune de domicile à la commune de scolarisation
- Groupe de travail chargé de l'élaboration de l'avant-projet d'une loi générale sur l'enseignement
- Groupe de travail pour la promotion des compétences de base des adultes
- Groupe de travail sur la stratégie hydraulique du canton du Valais
- Groupe de travail « Aires de transit pour les gens du voyage dans le canton du Valais »

- Groupe de travail taxe des sacs poubelles
- Commission pour la 2<sup>ème</sup> étape de la révision de la loi cantonale sur l'aménagement du territoire
- Commission extraparlamentaire pour la révision totale de la législation sur les constructions
- Commission réforme écoles de musique
- Association «Branche administration publique Valais» (Formation des apprentis)
- Commission sur les conventions du Réseau Santé Valais
- Commission cantonale tripartite chargée de l'observation du marché du travail dans le cadre de la mise en œuvre des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union Européenne
- Association valaisanne pour la prophylaxie et les soins dentaires à la jeunesse
- Conseil cantonal de l'instruction publique
- Commission cantonale de la formation professionnelle
- Commission cantonale de la protection des données
- Conférence des Fédérations cantonales auprès de l'association suisse des communes.

La Fédération des Communes Valaisannes a non seulement entretenu des liens avec ces commissions cantonales et ces groupes de travail, mais a également entretenu des contacts réguliers avec les Fédérations des communes d'autres cantons, l'Association des Communes Suisses ainsi que l'Union des villes suisses. La FCV est par ailleurs membre du groupe de suivi pour la politique régionale et locale de l'Institut des Hautes Etudes en Administration Publique (IDHEAP) à Lausanne.

### **Procédures de consultation**

A côté de la défense des intérêts des communes dans les délibérations des différents groupes de travail et commissions, une autre tâche importante de la Fédération est la défense des intérêts de ses membres dans les procédures de consultation cantonale. Dans ce but, le comité élabore et approuve des prises de position qui sont remises à toutes les communes pour avis. Les communes ont la possibilité de communiquer leurs remarques au secrétariat général et sont invitées à concrétiser et à compléter les prises de position de la Fédération tenant compte de leur situation spécifique.

Au cours de l'année, la FCV a soumis des prises de position sur les thèmes suivants :

- Avant-projet de révision de la loi cantonale sur le travail et de la loi d'application des lois fédérales sur les travailleurs détachés et le travail au noir
- Rapport explicatif Stratégie force hydraulique
- Révision totale de la loi sur la police cantonale
- Avant-projet de révision partielle de la loi d'application de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LcAT), 2<sup>e</sup> étape
- Modification de la loi sur la protection de la nature, du paysage et des sites du 13 novembre 1998 (article concernant les parcs)

- Avant-projet de loi sur l'encouragement des remontées mécaniques dans le canton du Valais
- Avant-projet de révision de la loi du 27 mars 1996 sur l'organisation des secours (LOS)
- Révision de la loi sur l'enseignement spécialisé du 25 juin 1986
- Révision de la loi d'application du code pénal suisse (LACPS)
- Rapport provisoire sur la planification des soins de longue durée 2016-2020
- Révision totale de loi et ordonnance sur les constructions
- Révision de l'ordonnance sur la vigne et le vin (OVV)
- Rapport et avant-projet d'ordonnance sur l'élimination des sous-produits animaux

### **Rencontre avec le Conseil d'Etat**

En complément aux rencontres bilatérales avec les différents chefs de départements, le comité de la FCV rencontre une fois par an le Conseil d'Etat. Cette rencontre permet au comité de présenter les exigences et les attentes des communes aux membres du gouvernement valaisan et d'échanger des informations sur les affaires en cours. Cette rencontre s'est déroulée le 7 octobre 2015 et a permis d'aborder les thèmes suivants :

- LAT : situation actuelle et poursuite de la procédure
- Redevance hydraulique : stratégie
- Budget 2016 : Quelles conséquences des mesures pour les communes valaisannes ?
- Bilan globale RPT II : suite et démarche
- Entretien des routes et protection contre les dangers naturels : conséquences d'une diminution des budgets
- L'accueil de réfugiés : préparation et conséquences pour les communes
- Autorité de protection : Mesures concernant des personnes dangereuses
- Loi sur les transports : point de situation
- Payements des subventions : préfinancement par les communes
- La troisième réforme de l'imposition des entreprises : incidences sur les revenus fiscaux des communes
- Taxation fiscale des entreprises partenaires : Situation et procédure ultérieure
- Harmos : planification du programme scolaire et des vacances
- Développement des coûts sociaux : Charge croissante pour les communes.



## **Séances d'information**

La Fédération des communes valaisannes organise des séances d'informations pour les représentantes et les représentants des communes sur des sujets d'actualité. Au début d'une nouvelle législature, par exemple, la FCV a organisé une séance d'informations dans le Haut-Valais et une autre dans le Bas-Valais pour offrir aux membres des conseils communaux réélus ou nouvellement élus la possibilité d'obtenir des informations essentielles sur les questions fondamentales de leur activité au sein de l'exécutif communal et de s'informer sur des sujets spécifiques sélectionnés. Dans le même cadre, nous proposons également des modules de formation pour les membres des exécutifs communaux.

En 2015, la FCV a, en collaboration avec les services de l'Etat du Valais concernés, organisé des séances d'information dans les deux régions linguistiques sur la révision de la loi sur l'aménagement du territoire et sur la révision de la législation sur les constructions.

## **Groupe parlementaire Communes**

Afin d'assurer une défense efficace des intérêts des communes dans les délibérations parlementaires, il est primordial de disposer d'un large soutien de la part des députés. A travers les membres du groupe parlementaire Communes, la FCV dispose d'un lien direct avec le Grand Conseil et les différents groupes politiques. Ceci est très important pour faire valoir les attentes des communes au sein des groupes politiques dès les délibérations préparatoires. Le soutien administratif pour le groupe est assuré par le secrétariat général de la FCV.

## **Dossiers spécifiques**

### **❖ Réorganisation du service médical scolaire**

Le Conseil d'Etat a approuvé, en 2015, une nouvelle ordonnance sur le service médical scolaire, qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016. Cette ordonnance prévoit que Promotion Santé Valais sera, à l'avenir, responsable du service médical scolaire et sera, nouvellement, gérée indépendamment des Centres médico-sociaux (CMS). La FCV a été informée de cette réorganisation par écrit, par le Conseil d'Etat. Dans sa réponse au courrier du Conseil d'Etat, le Comité a retenu que le rattachement du service médical scolaire à Promotion Santé Valais a certainement des avantages. L'association est en revanche déçue par le mode de communication dans cette affaire. Certaines communes ont été informées par les CMS de cette réorganisation. De nombreuses communes, en revanche, n'ont reçu aucune information. Même si cette réorganisation n'a pas de conséquences financières pour les communes, elle aura des conséquences au niveau de l'organisation (personnel, locaux). Le Comité a par conséquent signifié au Conseil d'Etat que les communes souhaitent, à l'avenir, être intégrées dans ce type de projets.

### **❖ Attentes des communes en matière de collaboration avec les services cantonaux**

Durant l'année de présidence du conseiller d'Etat Maurice Tornay, les représentants des communes lui ont régulièrement exprimé leur souhait pour de simplification des processus et d'une meilleure coordination entre les services cantonaux. Monsieur Tornay a alors demandé à la FCV de réaliser un sondage auprès des communes, dans lequel les communes pourraient formuler leurs expériences négatives et leurs propositions d'amélioration concrètes.

La FCV s'est très volontiers chargée de cette tâche et a reçu de nombreux retours d'information de la part des communes. Une récapitulation de ceux-ci a été transmise au conseiller d'Etat Maurice Tornay. Celui-ci va maintenant mettre en place un groupe de travail dans le but d'analyser les résultats et d'élaborer un catalogue de mesures.

❖ **Secrétariat de l'association « Branche administration publique, OVAP Valais »**

En collaboration avec le canton du Valais, l'association Mitarbeiter öffentliche Verwaltung Oberwallis (MöVO) et l'Association des secrétaires communaux du Valais romand (ASCVR), le comité des Communes valaisannes a fondé, en 2012, l'association « Branche administration publique, OVAP Valais ». Le secrétariat de l'OVAP Valais organise, depuis, les cours interentreprises (CI) et les examens finaux pour les apprentis et les stagiaires du canton et des communes. Au début de l'automne 2014, on a appris que le secrétariat de l'OVAP Valais serait en sous-effectif à partir de fin novembre 2014, en raison de plusieurs démissions. Le comité de l'OVAP a alors décidé d'externaliser les travaux administratifs de l'OVAP Valais au Bureau des métiers à partir d'avril 2015. De cette manière, il entend mettre en place une solution durable en faveur des apprentis du canton et des communes.

❖ **Base légale pour la vidéosurveillance dans l'espace public**

Durant l'année sous revue, le Conseil d'Etat a mis en place un groupe de travail chargé d'élaborer une base légale pour la vidéosurveillance dans l'espace public. L'avant-projet de la loi prévoyait que la vidéosurveillance avec enregistrement requerrait une autorisation et que l'autorité compétente pour cela serait constituée par le préposé cantonal à la protection des données. Dans sa prise de position, la FCV a attiré l'attention sur le fait que cela empiéterait sur l'autonomie des communes et que l'association rejette catégoriquement une telle réglementation. La procédure actuelle, qui passe par des règlements communaux avec homologation par le Conseil d'Etat et un préavis/contrôle par le préposé à la protection des données, a fait ses preuves et doit être maintenue. Le problème ne doit pas être réglé au niveau cantonal, mais par les communes concernées, conformément au principe de subsidiarité.

Le Président :

La Secrétaire générale :

Stéphane Pont

Eliane Ruffiner-Guntern

# Tätigkeitsbericht 2015

Auch im vergangenen Berichtsjahr gab es zahlreiche Dossiers und Fragestellungen, die für die Walliser Gemeinden von entscheidender Bedeutung waren. Der Verband Walliser Gemeinden hat sich intensiv mit diesen Dossiers beschäftigt mit dem Ziel, die Interessen seiner Mitglieder wirkungsvoll zu vertreten. Es freut uns, Ihnen den Bericht über die Tätigkeiten unseres Verbandes im vergangenen Jahr vorzulegen. Wir beschränken uns dabei auf die Darlegung der wichtigsten Aktivitäten.

## **Vorstand / Kommissionsarbeit / Repräsentationen**

Der Vorstand traf sich im Jahr 2015 zu insgesamt zehn ordentlichen Sitzungen. An diesen Sitzungen wurden zahlreiche Themen behandelt, Stellungnahmen abgegeben und 13 Vernehmlassungsantworten verabschiedet. Anlässlich aber auch nebst diesen ordentlichen Vorstandssitzungen haben im Berichtsjahr regelmässig Treffen mit den kantonalen Departementsvorstehern und Dienstchefs stattgefunden, an denen offene Fragen und bedeutende Themen direkt behandelt und besprochen werden konnten.

Um eine wirkungsvolle Verbandstätigkeit gewährleisten zu können, ist es zentral, dass die Interessen und Anliegen der Mitglieder in einem möglichst frühen Stadium in die Entscheidungsprozesse eingebracht werden. Deshalb ist es wichtig, dass die Gemeinden in den ausserparlamentarischen Kommissionen und Arbeitsgruppen angemessen vertreten sind.

Im vergangenen Jahr arbeiteten Vertreter der Gemeinden in folgenden Arbeitsgruppen und Kommissionen mit:

- Kantonale Arbeitsgruppe mit dem Auftrag der Information und Unterstützung der Gemeinden in Sachen Zweitwohnungsinitiative
- Kantonaler Lenkungsausschuss betreffend Neuausrichtung der Politik im Bereich Raumentwicklung
- Ausserparlamentarische Kommission zur Erarbeitung eines Gesetzes über die Bergbahnen
- Arbeitsgruppe „Kantonspolizei – Gemeindepolizei“
- Arbeitsgruppe „Renaturierung der Wasserläufe“
- Begleitgruppe des Projekts Grundbuch 2020
- Arbeitsgruppe betreffend der Fakturierung von Erziehungsbeistand und Erziehungshilfe
- Arbeitsgruppe „Familienexterne Betreuungseinrichtungen von Kindern“
- Arbeitsgruppe mit dem Auftrag der Erarbeitung der Gesetzesgrundlagen für die Videoüberwachung
- Arbeitsgruppe „Umsetzung von Art. 17 der Verordnung betreffend das Gesetz über die Primarschule“, Modalitäten der Umsetzung und der Beteiligung der Wohngemeinde an der Schulgemeinde
- Arbeitsgruppe für die Entwurfsausarbeitung eines allgemeinen Gesetzes über das Unterrichtswesen
- Arbeitsgruppe zur Förderung der Grundkompetenzen Erwachsener
- Arbeitsgruppe betreffend der Wasserstrategie im Kanton Wallis

- Arbeitsgruppe „Transitplätze für Fahrende im Kanton Wallis“
- Arbeitsgruppe Abfallsackgebühren
- Kommission für die 2. Etappe der Revision des kantonalen Gesetzes über die Raumplanung
- Ausserparlamentarische Kommission zur Totalrevision des Baugesetzes
- Kommission Reform Musikschulen
- Vereinigung „Branche öffentliche Verwaltung Wallis“ (Lehrlingsausbildung)
- Commission des conventions des Gesundheitsnetzes Wallis
- Kantonale tripartite Kommission zur Beobachtung des Arbeitsmarktes im Zusammenhang mit den flankierenden Massnahmen zur Personenfreizügigkeit
- Vereinigung für Prophylaxie und Jugendzahnpflege
- Kantonale Berufsbildungskommission
- Kantonale Bildungskommission
- Kantonale Datenschutzkommission
- Konferenz der kantonalen Gemeindeverbände beim Schweizerischen Gemeindeverband

Der Verband Walliser Gemeinden pflegte über diese kantonalen Kommissionen und Arbeitsgruppen hinaus einen regelmässigen Kontakt und Austausch mit den Gemeindeverbänden anderer Kantone, dem Schweizerischen Gemeindeverband sowie dem Schweizerischen Städteverband. Zudem ist der VWG Mitglied der Begleitgruppe für Regional- und Lokalpolitik des Institut des Hautes Etudes en Administration Publique (IDHEAP) in Lausanne.

### **Vernehmlassungsverfahren**

Eine weitere wichtige Aufgabe des Verbandes ist die Vertretung der Interessen seiner Mitglieder im Rahmen der kantonalen Vernehmlassungsverfahren. Zu diesem Zweck erarbeitet und verabschiedet der Vorstand Stellungnahmen, die sämtlichen Gemeinden zur Konsultation zugestellt werden. Die Gemeinden haben jeweils die Möglichkeit, ihre Bemerkungen dem Generalsekretariat mitzuteilen und sind eingeladen, die Stellungnahmen des Verbandes unter Berücksichtigung ihrer individuellen Situation zu konkretisieren und zu ergänzen.

Der VWG hat im Verlaufe des vergangenen Jahres zu folgenden Themenbereichen Stellungnahmen eingereicht:

- Vorentwurf zur Revision des kantonalen Arbeitsgesetzes (kArG) und des Ausführungsgesetzes zum Entsendungsgesetz und gegen die Schwarzarbeit (AGEntsGBGSA)
- Erläuternder Bericht zur Wasserkraftstrategie
- Totalrevision des Gesetzes über die Kantonspolizei
- Vorentwurf zur Teilrevision des Ausführungsgesetzes zum Bundesgesetz über die Raumplanung (kRPG), zweite Etappe
- Kantonales Gesetz über den Natur- und Heimatschutz vom 13. November 1998 (Artikel betreffend die Pärke)

- Vorentwurf über das Gesetz zur Förderung der Bergbahnen im Wallis
- Vorentwurf des revidierten Gesetzes über die Organisation des Rettungswesens vom 27. März 1996
- Revision des Gesetzes über die Hilfs- und Sonderschulen vom 25. Juni 1986
- Revision des Einführungsgesetzes zum Schweizerischen Strafgesetzbuch (EGStGB)
- Provisorischer Bericht über die Langzeitpflegeplanung 2016-2020
- Totalrevision des Baugesetzes und der Bauverordnung
- Revision der Verordnung über den Rebbau und den Wein (RWV)
- Bericht und Vorentwurf der Verordnung über die Eliminierung von tierischen Nebenprodukten

### **Treffen mit dem Staatsrat**

Nebst den bilateralen Treffen mit einzelnen Departementsvorstehern trifft sich der Vorstand des VWG einmal jährlich mit dem Gesamtstaatsrat. Diese Begegnung bietet dem Vorstand die Möglichkeit, die Forderungen und Anliegen der Gemeinden vor dem Gesamtstaatsrat anzubringen sowie einen gegenseitigen Informationsaustausch zu laufenden Angelegenheiten mit den Mitgliedern der Regierung zu pflegen. Das letztjährige Treffen fand am 7. Oktober 2015 statt und folgende Themenbereiche wurden behandelt:

- RPG : aktuelle Situation und weiteres Vorgehen
- Wasserzinsen : Strategie
- Budget 2016 : Auswirkungen für die Walliser Gemeinden?
- Bilanz NFA II: weiteres Vorgehen
- Strassenunterhalt und Massnahmen zum Schutz vor Naturgefahren: Auswirkungen der Budgetkürzungen
- Aufnahme von Flüchtlingen : Vorbereitungen und Folgen für die Gemeinden
- Schutzbehörde : Massnahmen bei gefährlichen Personen
- Gesetz über den öffentlichen Verkehr: Ausgangslage
- Auszahlung von Subventionen : Vorfinanzierung durch die Gemeinden
- Unternehmungssteuerreform III: Auswirkung auf Steuereinnahmen der Gemeinden
- Besteuerung Partnerwerkgesellschaften: Sachlagestand und weiteres Vorgehen
- Harnos : Planung des Schulprogramms und der Ferien
- Entwicklung Sozialkosten: zunehmende Belastung für die Gemeinden

## **Informationsveranstaltung**

Der Verband Walliser Gemeinden organisiert Informationsveranstaltungen für die Vertreterinnen und Vertreter der Gemeinden zu wichtigen und aktuellen Themenbereichen. Zu Beginn einer neuen Legislaturperiode beispielsweise führt der VWG jeweils Informationsveranstaltung im Ober- und Unterwallis durch mit dem Ziel, den neu- und wiedergewählten Mitgliedern des Gemeinderates die Möglichkeit zu geben, sich aus erster Hand zu grundsätzlichen Fragen zur Arbeit in einer Gemeindeexekutive sowie zu ausgewählten spezifischen Themenbereichen zu informieren. Im gleichen Rahmen werden auch Ausbildungsmodule für Mitglieder der Gemeindeexekutiven angeboten.

2015 hat der VWG in Zusammenarbeit mit den jeweiligen kantonalen Dienststellen in den beiden Sprachregionen Informationsveranstaltungen organisiert zur Revision des Raumplanungsgesetzes und zur Revision der Baugesetzgebung.

## **Parlamentarische Gruppe Gemeinden**

Damit eine wirkungsvolle Vertretung der Interessen der Gemeinden in den parlamentarischen Beratungen gewährleistet werden kann, ist es wichtig, über eine breite Abstützung bei den Abgeordneten zu verfügen. Über die Mitglieder der parlamentarischen Gruppe Gemeinden verfügt der VWG über einen direkten Draht in den Grossen Rat und in die einzelnen politischen Fraktionen. Dies ist von Bedeutung, damit die Anliegen der Gemeinden bereits in den vorbereitenden Beratungen in den politischen Fraktionen einfließen können. Der administrative Support für die Gruppe wird durch das Generalsekretariat des VWG sichergestellt.

## **Spezifische Dossiers**

### **❖ Reorganisation des schulärztlichen Dienstes**

Der Staatsrat hat 2015 die neue Verordnung über den schulärztlichen Dienst genehmigt, welche am 1. Januar 2016 in Kraft getreten ist. Diese Verordnung sieht vor, dass die Gesundheitsförderung Wallis in Zukunft für den schulärztlichen Dienst verantwortlich ist und neu unabhängig von den Sozialmedizinischen Zentren SMZ geführt wird. Der VWG wurde schriftlich vom Staatsrat über diese Reorganisation informiert. Der Vorstand hat in seiner Antwort auf das Schreiben des Staatsrats festgehalten, dass die Einrichtung des schulärztlichen Dienstes bei der Gesundheitsförderung Wallis sicherlich Vorteile hat. Hingegen ist der Verband irritiert von der Art der Kommunikation in dieser Angelegenheit. Einzige Gemeinden wurden von den SMZ über die Neuorganisation informiert. Zahlreiche Gemeinden haben hingegen überhaupt keine Informationen erhalten. Auch wenn die Reorganisation für die Gemeinden keine finanziellen Auswirkungen hat, wird sie organisatorische Folgen haben (Personal, Räumlichkeiten). Gegenüber dem Staatsrat hat der Vorstand daher festgehalten, dass man künftig in derartige Projekte involviert werden möchte.

### **❖ Kommunale Anliegen an die Zusammenarbeit mit den kantonalen Dienststellen**

Gemeindevertreter haben gegenüber Staatsrat Maurice Tornay während seines Präsidialjahrs immer wieder der Wunsch nach einer Vereinfachung der Prozesse und nach einer besseren Koordination zwischen den kantonalen Dienststellen geäußert. Herr Tornay hat deshalb den VWG gebeten, bei den Gemeinden eine Umfrage zu starten, in der die Gemeinden ihre konkreten negativen Erfahrungen und ihre Verbesserungsvorschläge formulieren können.

Der VWG hat diese Aufgabe gerne übernommen und von den Gemeinden zahlreiche Rückmeldungen erhalten. Eine Zusammenstellung davon wurde an Staatsrat Maurice Tornay weitergeleitet. Der Staatsrat wird nun eine Arbeitsgruppe einsetzen mit dem Auftrag, die Resultate zu analysieren und einen Massnahmenkatalog auszuarbeiten.

❖ **Sekretariat Vereinigung «Branche öffentliche Verwaltung Wallis, OVAP Wallis»**

Gemeinsam mit dem Kanton Wallis, der Vereinigung Mitarbeiter öffentliche Verwaltung Oberwallis (MöVO) sowie der Unterwalliser Vereinigung der Gemeindeschreiber (Association des Secrétaires Communaux du Valais Romand ASCVR) hat der Verband Walliser Gemeinden 2012 die Vereinigung „Branche öffentliche Verwaltung Wallis, OVAP Wallis“ gegründet. Das Sekretariat von OVAP Wallis organisiert seither die überbetrieblichen Kurse (üK) und die Abschlussprüfungen für die Lernenden und Praktikanten beim Kanton und den Gemeinden gemeinsam. Im Frühherbst 2014 wurde bekannt, dass das Sekretariat von OVAP Wallis aufgrund von mehreren Kündigungen ab Ende November 2014 unbesetzt sein würde, hat der OVAP-Vorstand entschieden, die administrativen Arbeiten der OVAP Wallis ab April 2015 an den Walliser Handwerkerverband (Bureau des Métiers) auszulagern. Damit soll eine langfristige und nachhaltige Lösung zum Wohl der Auszubildenden beim Kanton und Gemeinden erreicht werden.

❖ **Gesetzlichen Grundlagen für die Videoüberwachung im öffentlichen Raum:**

Im Berichtsjahr hat der Staatsrat eine Arbeitsgruppe eingesetzt zur Ausarbeitung einer gesetzlichen Grundlage für die Videoüberwachung im öffentlichen Raum. Der Vorentwurf des Gesetzes sah vor, dass Videoüberwachung mit Aufzeichnung einer Bewilligung bedarf und dass der kantonale Datenschutzbeauftragte die dafür zuständige Bewilligungsbehörde ist. Der VWG hat in seiner Stellungnahme darauf hingewiesen, dass der Kanton damit in die Autonomie der Gemeinden eingreift und dass der Verband eine solche Regelung strikte ablehnt. Der bisherige Weg über Gemeindereglemente mit Homologation durch den Staatsrat und Vormeinung/Kontrolle durch den Datenschutzbeauftragten hat sich bewährt und ist beizubehalten. Das Problem ist nicht flächendeckend sondern dem Subsidiaritätsprinzip folgend von den betroffenen Gemeinden zu lösen.

Der Präsident:

Die Generalsekretärin:

Stéphane Pont

Eliane Ruffiner-Guntern

	<b>Comptes 2014 CHF</b>	<b>Budget 2015 CHF</b>	<b>Comptes 2015 CHF</b>	<b>Budget 2016 CHF</b>	<b>Budget 2017 CHF</b>
<b>Recettes:</b>					
Cotisations des membres	217'278.20	210'000.00	223'903.70	210'000.00	220'000.00
Montant de base	9'000.00	9'000.00	9'000.00	9'000.00	9'000.00
Intérêts bancaires	78.20	200.00	51.95	100.00	100.00
<b>Total Recettes</b>	<b>226'356.40</b>	<b>219'200.00</b>	<b>232'955.65</b>	<b>219'100.00</b>	<b>229'100.00</b>
<b>Dépenses:</b>					
Administration secrétariat, infrastructure, frais de bureau (téléphone, copies, ports, matériel de bureau), comptabilité	-43'240.00	-52'944.00	-46'996.00	-40'000.00	-40'000.00
Mandat secrétaire général	-83'658.20	-90'000.00	-90'000.00	-90'000.00	-90'000.00
Charges sociales / Recrutement du personnel	-24'178.90	-17'000.00	-18'812.65	-17'000.00	-18'000.00
Frais	-4'800.00	-4'800.00	-4'800.00	-4'800.00	-5'000.00
Présidence / Comité / Commissions	-21'387.40	-20'000.00	-26'624.10	-25'000.00	-25'000.00
Assemblée générale et Rapport annuel	-5'444.30	-6'000.00	-3'355.65	-6'000.00	-6'000.00
Séance d'information	0.00	-4'500.00	0.00	-4'500.00	-5'000.00
Formation des apprentis communaux	-5'000.00	-10'000.00	-10'000.00	-10'000.00	-10'000.00
Convention de formation	-1'000.00	-1'000.00	-1'000.00	-1'000.00	-1'000.00
IDHEAP / PAIR / CVPC	-1'200.00	-1'500.00	-1'200.00	-1'500.00	-1'500.00
Hosting / Homepage / Communication	-3'597.15	-2'000.00	-9'296.20	-4'000.00	-6'000.00
Contribution de soutien, projets	-14'711.90	0.00	0.00	-6'000.00	-8'000.00
Frais de tenue de compte / Impôt anticipé	-52.05	-300.00	-42.50	-100.00	-100.00
Divers	-1'002.00	-3'000.00	-4'280.35	-3'000.00	-3'000.00
Initiative Weber / Campagne contre la LAT	-417.15	0.00	0.00	0.00	0.00
<b>Total Dépenses</b>	<b>-209'689.05</b>	<b>-213'044.00</b>	<b>-216'407.45</b>	<b>-212'900.00</b>	<b>-218'600.00</b>
<b>Bénéfice de l'exercice / Perte de l'exercice</b>	<b>16'667.35</b>	<b>6'156.00</b>	<b>16'548.20</b>	<b>6'200.00</b>	<b>10'500.00</b>



Bezeichnung	Rechnung 2014 CHF	Budget 2015 CHF	Rechnung 2015 CHF	Budget 2016 CHF	Budget 2017 CHF
<b>Einnahmen:</b>					
Mitgliederbeiträge	217'278.20	210'000.00	223'903.70	210'000.00	220'000.00
Sockelbeitrag	9'000.00	9'000.00	9'000.00	9'000.00	9'000.00
Bankzinsen	78.20	200.00	51.95	100.00	100.00
<b>Total Einnahmen</b>	<b>226'356.40</b>	<b>219'200.00</b>	<b>232'955.65</b>	<b>219'100.00</b>	<b>229'100.00</b>
<b>Ausgaben:</b>					
Administration Sekretariat, Infrastruktur, Buchhaltung, Bürokosten (Telefon, Kopien, Porti, Büromaterial)	-43'240.00	-52'944.00	-46'996.00	-40'000.00	-40'000.00
Mandat Generalsekretärin	-83'658.20	-90'000.00	-90'000.00	-90'000.00	-90'000.00
Lohnnebenkosten / Personalbeschaffung	-24'178.90	-17'000.00	-18'812.65	-17'000.00	-18'000.00
Spesen	-4'800.00	-4'800.00	-4'800.00	-4'800.00	-5'000.00
Präsident / Vorstand / Kommissionen	-21'387.40	-20'000.00	-26'624.10	-25'000.00	-25'000.00
Generalversammlung und Jahresbericht	-5'444.30	-6'000.00	-3'355.65	-6'000.00	-6'000.00
Informationsveranstaltung	0.00	-4'500.00	0.00	-4'500.00	-5'000.00
Ausbildung Gemeindelehrlinge	-5'000.00	-10'000.00	-10'000.00	-10'000.00	-10'000.00
Ausbildungsvereinbarung	-1'000.00	-1'000.00	-1'000.00	-1'000.00	-1'000.00
IDHEAP / PAIR / CVPC	-1'200.00	-1'500.00	-1'200.00	-1'500.00	-1'500.00
Hosting / Homepage / Kommunikation	-3'597.15	-2'000.00	-9'296.20	-4'000.00	-6'000.00
Unterstützungsbeiträge Projekte	-14'711.90	0.00	0.00	-6'000.00	-8'000.00
Bankspesen / Verrechnungssteuer	-52.05	-300.00	-42.50	-100.00	-100.00
Diverses	-1'002.00	-3'000.00	-4'280.35	-3'000.00	-3'000.00
Zweitwohnungsinitiative / Kampagne Raumplanungsgesetz	-417.15	0.00	0.00	0.00	0.00
<b>Total Ausgaben</b>	<b>-209'689.05</b>	<b>-213'044.00</b>	<b>-216'407.45</b>	<b>-212'900.00</b>	<b>-218'600.00</b>
<b>Betriebsgewinn / Betriebsverlust</b>	<b>16'667.35</b>	<b>6'156.00</b>	<b>16'548.20</b>	<b>6'200.00</b>	<b>10'500.00</b>

## BILAN

<b>ACTIF</b>		<b>31.12.2015</b>		<b>31.12.2014</b>
Compte auprès de la BCV	CHF	179'275.30	CHF	147'396.85
Actifs transitoires	CHF	<u>7'200.30</u>	CHF	<u>887.95</u>
<b>Total</b>	<b>CHF</b>	<b>186'475.60</b>	<b>CHF</b>	<b>148'284.80</b>
<b>PASSIF</b>		<b>31.12.2015</b>		<b>31.12.2014</b>
Créanciers	CHF	9'619.10	CHF	5'741.40
Passifs transitoires	CHF	17'764.90	CHF	0.00
Fortune	CHF	142.543.40	CHF	125.876.05
Bénéfice/Perte	CHF	<u>16'548.20</u>	CHF	<u>16'667.35</u>
<b>Total</b>	<b>CHF</b>	<b>186'475.60</b>	<b>CHF</b>	<b>148'284.80</b>

---

## BILANZ

<b>AKTIVEN</b>		<b>31.12.2015</b>		<b>31.12.2014</b>
Bankkonto WKB	CHF	179'275.30	CHF	147'396.85
Transitorische Aktiven	CHF	<u>7'200.30</u>	CHF	<u>887.95</u>
<b>Total</b>	<b>CHF</b>	<b>186'475.60</b>	<b>CHF</b>	<b>148'284.80</b>
<b>PASSIVEN</b>		<b>31.12.2015</b>		<b>31.12.2014</b>
Kreditoren	CHF	9'619.10	CHF	5'741.40
Transitorische Passiven	CHF	17'764.90	CHF	0.00
Vermögen	CHF	142.543.40	CHF	125.876.05
Gewinn/Verlust	CHF	<u>16'548.20</u>	CHF	<u>16'667.35</u>
<b>Total</b>	<b>CHF</b>	<b>186'475.60</b>	<b>CHF</b>	<b>148'284.80</b>

# FCV - VWG

Fédération des Communes Valaisannes

Verband Walliser Gemeinden

---

## Rapport des vérificateurs de comptes 2015 à l'assemblée générale de la FCV

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs,

En notre qualité de vérificateurs des comptes de la FCV, nous avons vérifié, conformément aux dispositions légales, la comptabilité et les comptes annuels comprenant le bilan, le compte d'exploitation présentés par le Comité pour l'exercice arrêté au 31.12.2015.

Notre révision a été effectuée selon les normes reconnues.

Sur la base de notre vérification, nous constatons que la comptabilité et les comptes annuels sont conformes à la loi et aux statuts.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Les vérificateurs de comptes:

Markus Nellen



Jean-Michel Gaillard



Baltschieder/Riddes, le 30-03-2016

**COMITE ET SECRETARIAT DE LA FEDERATION DES COMMUNES VALAISANNES**

<b>Stéphane PONT</b>	Mollens	Rte de Montana 25 3974 Mollens VS	adm com: 027 481 11 21 fax: 027 480 15 04 natel: 079 572 34 08	e-mail: <a href="mailto:stephane.pont@cransmontana.ch">stephane.pont@cransmontana.ch</a>	Président
<b>Damien METRAILLER</b>	Evolène	Rue Centrale 236 1983 Evolène	adm com: 027 283 13 00 fax: 027 283 31 01	e-mail: <a href="mailto:damien.metrailler@admin-evolene.ch">damien.metrailler@admin-evolene.ch</a>	Vice-Président
<b>Niklaus FURGER</b>	Visp	Weingartenweg 24 3930 Visp	adm com: 027 948 99 10 fax: 027 948 99 01 natel: 079 436 51 53	e-mail: <a href="mailto:praesident@visp.ch">praesident@visp.ch</a>	Vize-Präsident
<b>Christine CLAUSEN</b>	Ernen	3995 Ernen	adm com: 027 971 14 28 fax: 027 971 36 83 natel: 079 822 47 66	e-mail: <a href="mailto:christine.clausen@fernuni.ch">christine.clausen@fernuni.ch</a>	
<b>Stéphane COPPEY</b>	Monthey	Route de Mareindeux 30 1870 Monthey	adm com: 024 475 75 11 fax: 024 475 77 99	e-mail: <a href="mailto:stephane.coppey@monthey.ch">stephane.coppey@monthey.ch</a>	
<b>Lise DELALOYE</b>	Ardon	Rue des Collonges 7 1957 Ardon	adm com: 027 305 15 85 fax: 027 305 15 82 natel: 079 644 31 04	e-mail: <a href="mailto:lise.delaloye@ardon.ch">lise.delaloye@ardon.ch</a>	
<b>Daniel FOURNIER</b>	Dorénaz	Rue de la Scie 10 1905 Dorénaz	adm com: 027 764 16 48 fax: 027 722 93 56	e-mail: <a href="mailto:commune@dorenaz.ch">commune@dorenaz.ch</a>	Caissier
<b>Stève LATTION</b>	Liddes	Rue de la Blantze 12 1945 Liddes	Adm com.: 027 782 61 61 Fax: 027 782 61 60 Natel: 079 291 59 07	e-mail: <a href="mailto:steve.lattion@netplus.ch">steve.lattion@netplus.ch</a>	
<b>Gilbert LORETAN</b>	Varen	3953 Varen	adm com.: 027 473 15 77 fax: 027 473 40 68 Natel: 078 601 75 90	e-mail: <a href="mailto:loretan.albrecht@bluewin.ch">loretan.albrecht@bluewin.ch</a>	
<b>Eliane RUFFINER-GUNTERN</b>		CP 685 3900 Brig	tel: 027 924 66 00 fax: 027 924 66 01 natel : 078 758 50 05	e-mail: <a href="mailto:info@fcv-vwg.ch">info@fcv-vwg.ch</a>	Secrétariat général



## Adresse:

Fédération des Communes Valaisannes  
Secrétariat général  
Case postale 685  
3900 Brigue

Verband Walliser Gemeinden  
Generalsekretariat  
Postfach 685  
3900 Brig

Tel. 027 924 66 00

Fax. 027 924 66 01

[info@fcv-vwg.ch](mailto:info@fcv-vwg.ch)

<http://www.fcv-vwg.ch>